



Communiqué News Release

Pour diffusion immédiate

Also available in English

POUR L'ACCÈS À DES MÉDICAMENTS SALVATEURS, DES GROUPES MANIFESTENT SUR LA COLLINE PARLEMENTAIRE

Ottawa, 29 septembre 2010 — Une coalition d'organismes communautaires et de Canadien-nes préoccupés, des quatre coins du pays, manifeste aujourd'hui sur la Colline parlementaire pour demander aux législateurs d'agir et de tenir leurs promesses d'aider les pays en développement à avoir accès à des médicaments plus abordables. Des regroupements de grands-mères, des étudiants, des organismes de riposte au VIH/sida et de développement international ainsi que d'autres leaders communautaires exhortent les membres du Parlement à adopter le Projet de loi C-393 pour simplifier le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM).

« Le Régime canadien d'accès aux médicaments doit être solutionné, afin de pouvoir être utilisé, dans le futur, pour exporter des médicaments génériques à moindre prix, aux pays qui sont aux prises avec la pandémie du sida et d'autres problèmes de santé publique », souligne Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Des complexités administratives injustifiées étouffent cette loi depuis son adoption en 2004. Entre-temps, jour après jour des gens meurent parce qu'ils n'ont pas les moyens de payer le prix élevé des médicaments de marque. » M. Elliott a signalé le besoin particulier de versions pédiatriques de médicaments pour le VIH/sida : la moitié des enfants séropositifs au VIH en Afrique subsaharienne meurent avant l'âge de deux ans et 80 % avant d'atteindre cinq ans.

La présidente des Universities Allied for Essential Medicines (UAEM – Universités alliées pour les médicaments essentiels), Rachel Kiddell-Monroe, affirme que la réforme du RCAM est « absolument essentielle à faire en sorte que le Canada ne renie pas sa promesse au monde en développement ». Mme Kiddell-Monroe a participé étroitement à la première – et unique – utilisation réussie du mécanisme du RCAM pour procurer des médicaments génériques à faible prix à un pays en développement.

Des dizaines d'organismes de la société civile et des figures de proue du domaine universitaire ainsi que de nombreux Canadiennes et Canadiens de renom sont en faveur d'une réforme pour rendre le RCAM efficace ; d'ailleurs, un sondage a révélé que 80 % des Canadien-nes sont du même avis. « Les gens l'affirment, ils tiennent à ce que nous donnions suite à nos engagements à l'égard du monde en développement », explique Chris Dendys, directrice générale du regroupement citoyen militant RESULTATS Canada. Un sondage national a en effet été réalisé par le cabinet Pollara, pour le Réseau juridique, Carrefour canadien international et UNICEF Canada. Les résultats complets sont accessibles à www.aidslaw.ca/rcam.

« Nous demandons au gouvernement et à tous les député-es à passer à l'action et à faire en sorte que cette loi fonctionne, pour répondre à cette tragédie de santé publique et de droits de la personne », explique Peggy Edwards, de la Campagne de grands-mères à grands-mères. « Le temps est compté, pour les patients qui ont besoin de médicaments, et il l'est aussi pour ce qui est d'apporter les réformes nécessaires au RCAM. Il faut que le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie s'occupe de ce cas dès maintenant, qu'il procède à l'examen du Projet de loi C-393, que le Parlement reconnaisse qu'un nombre écrasant de Canadien-nes veulent que le RCAM soit réformé et que l'on commence à sauver des vies. »

Pour de plus amples renseignements sur le RCAM et sur les réformes proposées, voir www.aidslaw.ca/rcam.

Contacts :

Christopher Holcroft
Empower Consulting, pour le Réseau juridique
Tél.: +1 416 996-0767
Courriel : chris_holcroft@yahoo.com

Gilleen Witkowski
Adjointe aux communications
Réseau juridique canadien VIH/sida
Tél.: +1 416 595-1666 (poste 240)
Courriel : gwitkowski@aidslaw.ca